



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Direction des Collectivités Locales et du
Cadre de Vie

Bureau du Cadre de Vie
Installations Classées
Dossier suivi par : Mme CAMPAGNE
Tél : 04.68.51.68.67
Fax : 04 68 35 56 84
Mél : @pyrenees-orientales.pref.gouv.fr

ARRETE n°2912/06 du 24 juillet 2006

***ordonnant la suspension de l'utilisation de l'installation de traitement de matériaux
exploitées sur le territoire de la commune des ANGLES par la SARL CABECAP
et
mettant en demeure la SARL CABECAP de mettre ses installations en conformité avec les
prescriptions du règlement général des industries extractives***

LE PREFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

- Vu le code minier et notamment son article 107 ;
- Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives ;
- Vu le décret n° 88-1027 du 7 novembre 1988 modifié (titre règles générales) complétant le règlement général des industries extractives ;
- Vu le décret n° 84-547 du 13 février 1984 modifié (titre Véhicules sur Pistes) complétant le règlement général des industries extractives ;
- Vu le décret n°55-318 du 22 mars 1955 portant réglementation de la sécurité des Silos et des Trémies dans les mines et carrières ;
- Vu le décret n°73-404 du 26 mars 1973 portant réglementation de la sécurité des Convoyeurs dans les mines et carrières ;
- Vu le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier ;
- Vu l'arrêté du 11 mai 1973 autorisant la SARL ARENY FRERES à exploiter une carrière de sable et graviers sur le territoire de la commune des ANGLES lieu-dit « Pla de Saillens » pour une durée de 9 ans ;
- Vu la délibération de l'assemblée générale de la société ARENY en date du 7 juillet 1990 informant du changement de dénomination sociale qui devient CABECAP ;
- Vu l'arrêté du 9 Août 1995 accordant l'autorisation d'exploiter une carrière de sable et Graviers sur le territoire de la commune des ANGLES au lieu-dit «Pla de Saillens » pour une durée de 20 ans et délivrée à la SARL CABECAP ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 800 du 17 mars 1999 autorisant la société CABECAP à poursuivre l'exploitation de sa carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune des ANGLES au lieu-dit «Pla de Saillens » et de son installation de premier traitement de matériaux d'une puissance installée de 400 kW ;
- Vu le rapport en date du 12 juin 2006 de PREVENCEM, organisme extérieur agréé pour le développement de la prévention en matière de sécurité et de santé au travail dans les carrières ;

Considérant qu'il est apparu au cours d'une inspection de la carrière précitée, réalisée le 23 juin 2006, de nombreuses non-conformités sur l'installation de traitement de matériaux et notamment :

- l'absence d'arrêts d'urgence,
- le manque de nombreuses protections des rouleaux, tambours de tête, courroies,
- l'état de dégradation très avancée de certaines parties de l'installation ;

Considérant que ces observations ont déjà été signalées par l'Organisme Extérieur de Prévention dans son rapport relatif à sa visite du 12 juin 2006 ;

Considérant l'urgence à réaliser les travaux de mise en sécurité ;

Considérant qu'il a été constaté au cours de l'inspection de la carrière précitée, réalisée le 23 juin 2006, un certain nombre d'autres inobservations des prescriptions de la réglementation susvisée, observations qui ont déjà été signalées par l'Organisme Extérieur de Prévention dans son rapport relatif à sa visite du 12 juin 2006 ;

Vu le rapport et les propositions du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du Languedoc-Roussillon ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture

A R R E T E :

Article 1er -

La suspension de l'utilisation de l'installation de traitement de matériaux est ordonnée.

Article 2 -

La suspension de l'utilisation de l'installation de traitement de matériaux prévue à l'article 1 ne pourra être levée qu' :

- après réalisation des travaux de mise en conformité aux dispositions des décrets n°55-318 du 22 mars 1955 et n°73-404 du 26 mars 1973 susvisés et au titre « travail et circulation en hauteur » du RGIE et notamment son article 13 ;
- au vu d'un rapport d'un organisme compétent faisant apparaître la suppression des dangers liés à l'utilisation de l'installation de traitement de matériaux

Article 3

La SARL CABECAP, pour la carrière de sable et graviers et l'installation de premier traitement de matériaux qu'elle exploite sur le territoire de la commune des ANGLES au lieu-dit « Pla de Saillens » est mise en demeure de mettre ses installations en conformité avec les prescriptions du règlement général des industries extractives et notamment :

➤ dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- de mettre en place un plan de circulation et la signalisation appropriée (article 11 du décret 84-147 du 13 février 1984) ;
- Mise à disposition de harnais ou gilets de sauvetage à proximité des lieux concernés
- Signalisation des risques de noyade ou d'enlèvement autour des bassins de décantation, à réaliser.

➤ dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- de présenter le certificat de conformité au RGIE pour l'ensemble des véhicules sur piste utilisés sur la carrière (article 6 du décret 84-147 du 13 février 1984) ;
- de munir les véhicules circulant en des lieux présentant des risques de chutes de pierre ou de retournement de structure de protection (article 18 du décret 84-147 du 13 février 1984) ;
- de munir les personnels concernés des certificats médicaux d'aptitude à la conduite d'engins

- de définir dans le Document de Sécurité Santé les zones présentant des risques spécifiques lors de l'intervention de personnel et de matérialiser localement ces zones (article 29 du décret 95-694 du 3 mai 1995) ;
- d'habiliter le personnel pour les interventions électriques et de former ce personnel « sauveteur secouriste du travail » (articles 4 et 5 du décret 91-986 du 23 septembre 1991)
- d'afficher les consignes de soin aux électrisés (article 7 du décret 91-986 du 23 septembre 1991)
- de mettre en conformité les installations électriques en fonction des observations émises par l'organisme extérieur (article 49 du décret 91-986 du 23 septembre 1991)
- de réaliser le plan des installations électriques (article 50 du décret 91-986 du 23 septembre 1991)
- de réaliser les mesures d'empoussiérage réglementaires (article 10 du décret 94-784 du 2 septembre 1994)

Article 4-

Recours : Les décisions prises en application de l'article 107 du code minier peuvent faire l'objet d'un recours devant le ministre chargé des mines qui statue après avis du conseil général des mines.

Article 5-

Une copie de l'arrêté, notifié à l'exploitant par la voie administrative, sera adressée :

- au maire des ANGLES,
- au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement à Montpellier
- à la subdivision de Perpignan de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,

Article 6 -

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- la secrétaire générale de la préfecture des Pyrénées Orientales,
- le maire des ANGLES,
- le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Languedoc-Roussillon.

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale
Signé : Anne-Gaëlle BAUDOUIN

Pour ampliation
Pour le Préfet et par délégation
L'Adjointe au Chef de Bureau
Du Cadre de Vie

Nathalie CAMPAGNE

